



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2018

Correction du Baccalauréat Technologique - Sciences et Technologies du Management et de la Gestion

| DROIT ET ÉCONOMIE - SESSION 2018

Durée de l'épreuve : 3 heures

Coefficient : 5

| Correction - Partie Droit (10 points)

Cette partie demande une analyse de la situation juridique de Brice concernant l'achat d'une voiture.

1. Résumé des faits avec qualifications juridiques

Brice, consommateur, a acheté une voiture d'occasion, une Peugeot 208, à un garagiste. Ce dernier a présenté le véhicule comme « quasiment neuf » malgré un kilométrage douteux de 26 500 km. L'absence de garantie a été mentionnée par le vendeur. Après un mois, une panne majeure est survenue, et une expertise a révélé que le kilométrage réel était probablement le double de celui affiché. Ceci constitue potentiellement un vice caché selon l'article 1641 du Code civil.

2. Identification du problème juridique

Le problème principal est de déterminer si Brice peut annuler la vente de son véhicule et se faire rembourser en raison d'un vice caché et d'une publicité trompeuse de la part du garagiste. De plus, il convient d'évaluer le fondement de la non-garantie verbale mentionnée par le vendeur.

3. Argumentation juridique pour soutenir la demande de Brice

Brice pourrait invoquer l'article 1641 du Code civil concernant les vices cachés. Il pourrait argumenter que la voiture était impropre à l'usage auquel elle était destinée, rendant la vente nulle. De plus, l'erreur sur le kilométrage constitue un dol, viciant son consentement (articles 1130 et 1132). La différence de prix (2 000 € au-dessus du prix du marché) renforce son argumentation, car il n'aurait pas acquis le véhicule s'il avait connu son état réel.

4. Arguments juridiques opposés du garagiste

Le garagiste peut défendre sa position en alléguant que la vente a été réalisée sans garantie, et que Brice a accepté l'achat d'un véhicule avec un risque associé. Il pourrait également invoquer l'article 1642 sur les vices apparents, arguant que Brice n'a pas fait preuve de diligence pour vérifier l'état réel du véhicule avant l'achat.

| Correction - Partie Économie (10 points)

Cette partie exige une compréhension des inégalités et du rôle de l'État dans leur gestion.

1. Facteurs à l'origine des inégalités en France

Les inégalités en France sont affectées par des facteurs économiques tels que le niveau d'éducation, le marché de l'emploi, la taille des ménages, et les politiques fiscales. Le "mal-emploi" (chômage, précarité) est

identifié comme un des facteurs principaux. Les inégalités de patrimoine et la répartition des richesses entre les différentes classes sociales jouent également un rôle déterminant.

2. L'allocation chômage et la pauvreté

Le montant mensuel net d'allocation chômage est en moyenne de 860 €. Selon la définition du seuil de pauvreté à 846 €, les allocataires ayant un revenu d'allocation au-dessus de ce seuil peuvent éviter la pauvreté. Cependant, pour certaines catégories, comme les jeunes de moins de 25 ans, ce montant est inférieur au seuil (656 €), montrant que l'allocation chômage ne permet pas toujours de sortir de la pauvreté.

3. Influence du système de redistribution sur les inégalités de revenus

Le système de redistribution en France, avec ses allocations, subventions et services publics, contribue à réduire les inégalités. Les transferts sociaux atténuent les effets du marché et permettent aux ménages modestes d'accéder à des ressources, bien que des disparités persistent. Les chiffres clés montrent que le modèle social a des retombées positives sur la lutte contre la pauvreté, même si les inégalités de revenus demeurent significatives.

4. Argumentation sur l'efficacité de l'intervention sociale de l'État

Il sera nécessaire d'évaluer dans quelle mesure l'intervention sociale de l'État est efficace. On peut soutenir que les prestations sociales réduisent les inégalités, mais critiquer les limites de ces dispositifs face à l'augmentation des inégalités structurelles. De plus, l'évolution des risques sociaux met en lumière la nécessité d'adapter le modèle social pour faire face à des enjeux émergents, renforçant ainsi l'argument selon lequel l'État doit intensifier ses efforts pour rendre son action plus efficace.

Conseils pratiques pour l'épreuve :

- **Gestion du temps** : Répartissez équitablement votre temps entre les deux parties de l'épreuve.
- **Analyse rigoureuse** : Lisez et relisez les annexes pour bien comprendre tous les enjeux avant de commencer à répondre.
- **Arguments clairs** : structurez vos réponses de manière logique, en soutenant vos propos par des références au Code et aux annexes.
- **Précision** : Illustrez les exemples concrets pour renforcer vos arguments tout en restant factuel.
- **Relecture** : Prenez quelques minutes à la fin pour relire vos réponses et corriger d'éventuelles fautes ou imprécisions.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.